

Mettre en relation producteurs et mangeurs pour une alimentation durable ? La protection de la biodiversité entre confiance et connaissance

Linking producers and consumers for sustainable food? Biodiversity between trust and knowledge

Claire Bernardin, Guilhem Anzalone, Giffona Justinia Hanitravelo et Bertille Thareau

Volume 21, numéro 3, décembre 2021

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1089916ar>
DOI : <https://doi.org/10.4000/vertigo.34176>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Université du Québec à Montréal
Éditions en environnement VertigO

ISSN

1492-8442 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Bernardin, C., Anzalone, G., Hanitravelo, G. J. & Thareau, B. (2021). Mettre en relation producteurs et mangeurs pour une alimentation durable ? La protection de la biodiversité entre confiance et connaissance. *VertigO*, 21(3), 1-22. <https://doi.org/10.4000/vertigo.34176>

Résumé de l'article

Cet article analyse des démarches mises en oeuvre en Pays de la Loire par des associations environnementalistes et agricoles promouvant une alimentation durable. Elles reposent sur la mise en relation entre producteurs agricoles et mangeurs, avec l'idée que la création de ce lien favorise la réflexivité de ces derniers sur leurs pratiques quotidiennes. Nous questionnons la portée de ces démarches et de l'apprentissage qui peut en naître. Nous étudions ici l'importance de la protection de la biodiversité pour des individus adeptes d'une « alimentation durable » ainsi que le rôle de leurs interactions avec des producteurs engagés autour de cet enjeu. Des entretiens qualitatifs (n=14) et un questionnaire (n=210) mettent en évidence que la préservation de la biodiversité est rarement l'une des motivations d'une alimentation durable, y compris pour les mangeurs en relation avec des agriculteurs protecteurs de la biodiversité. Plutôt que des connaissances sur les pratiques agricoles et leurs effets sociaux et environnementaux, le lien entre ces deux catégories d'acteurs produit avant tout de la confiance de la part du mangeur envers le producteur. Cette confiance peut en retour constituer une limite à l'apprentissage.



Mettre en relation producteurs et mangeurs pour une alimentation durable ?La protection de la biodiversité entre confiance et connaissance

Linking producers and consumers for sustainable food? Biodiversity between trust and knowledge

Claire Bernardin, Guilhem Anzalone, Giffona Justinia Hanitravelo et Bertille Thureau

- 1 « Manger, c'est voter trois fois par jour ». Tels sont les slogans mobilisés par nombre d'organisations¹ prônant un autre modèle de société et qui font de la consommation alimentaire alternative un de leurs fers de lance. Elles cherchent par là à sensibiliser les citoyens : l'objectif est alors de susciter leur intérêt, leur apporter des connaissances pour les engager dans une réflexion vis-à-vis de leurs propres comportements, afin de les modifier pour transformer collectivement la société (Dubuisson-Quellier, 2009). L'alimentation alternative est protéiforme : issue du commerce équitable ou de l'agriculture biologique – labellisée ou non, locale et/ou distribuée via des circuits courts de distribution (vente directe à la ferme, collectifs coopératifs ou associatifs de type AMAP², magasins de producteurs, et *cetera*), végétarisme, végétalisme³ ou encore auto-production (ex. jardins potagers, poulaillers, et *cetera*). Qu'elles s'inscrivent dans un registre marchand ou non, ces formes d'alimentation se posent en alternative à ce qu'elles qualifient de logiques agricoles dominantes et à leurs effets sur l'environnement et le tissu social. Bien que le concept ne soit pas encore complètement stabilisé (Redlingshöfer, 2006), nous utiliserons le terme d'alimentation durable pour englober les différentes formes d'alimentation alternatives. L'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (Food and Agriculture Organisation, FAO) a proposé cette définition des régimes alimentaires durables : ce sont les régimes « ayant

de faibles conséquences sur l'environnement, qui contribuent à la sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi qu'à une vie saine pour les générations actuelles et futures. Les régimes alimentaires durables protègent et respectent la biodiversité et les écosystèmes, sont culturellement acceptables, économiquement accessibles et équitables, nutritionnellement sûrs et sains et permettent d'optimiser les ressources humaines et naturelles » (Burlingame et Dernini, 2012, p.7).

- 2 Les organisations promouvant des formes de consommation alternative entendent notamment susciter l'intérêt du grand public vis-à-vis des réalités agricoles et reconnecter les mondes de l'agriculture et de l'alimentation, distanciés aujourd'hui du fait des modes de transformation et distribution des produits alimentaires (Ferrières, 2002). Certaines mettent par exemple l'accent sur des enjeux environnementaux ou sociaux particuliers, comme l'agro-écologie et le soutien aux agriculteurs (Lamine 2008b). En retraçant les enjeux historiques et politiques de ces mouvements, M.-E. Chessel et F. Cochoy indiquent que « nombre des formes de consommation engagée privilégient plutôt les solutions industrielles « anonymes », appuyées sur des procédures, des référentiels, des labels empruntés à l'appareillage scientifico-technique du capitalisme, et singulièrement aux outils de normalisation/standardisation » (Chessel et Cochoy 2004, p.7). Le commerce équitable (Le Velly, 2006) et l'agriculture biologique (Piriou, 2002 ; Teil, 2013) sont deux modèles bien connus et largement répandus. On peut également retrouver ce type d'action instrumentée dans des configurations plus locales, avec par exemple l'initiative de collectifs de producteurs locaux appuyant la spécificité de leur activité auprès des consommateurs et des citoyens sur des normes et des standards (Dubuisson-Quellier, 2003). Ces dispositifs fondent la confiance que les consommateurs peuvent accorder aux produits et aux filières d'approvisionnement, mais sont-ils suffisants ? Peut-on dépasser la crise de confiance issue de l'allongement et de la complexification des filières agro-alimentaires par des dispositifs impersonnels qui participent de cette organisation industrielle ? On constate qu'un grand nombre d'organisations cherchent à dépasser cette limite en mobilisant des dispositifs fondés sur des relations interpersonnelles, en particulier entre producteurs et consommateurs, dans le but de sensibiliser ces derniers à leur cause. Cet article analyse les démarches mises en œuvre par des associations environnementalistes et agricoles reposant sur la mise en relation entre producteurs et mangeurs⁴, avec l'idée que la création de ce lien favorise la réflexivité de ces derniers sur leurs pratiques quotidiennes. Nous questionnons ainsi la portée de ces démarches et de l'apprentissage qui peut en naître.
- 3 Appelés tantôt « systèmes agri-alimentaires alternatifs », « initiatives agroalimentaires alternatives », « *alternative food networks* », « systèmes alimentaires locaux » ou « durables », les systèmes alternatifs d'alimentation font l'objet d'un intérêt croissant de la recherche en sciences sociales (sociologie, géographie et économie en particulier) (Deverre et Lamine, 2010). Si elle les associe souvent à des approches citoyennes qui placent les relations interpersonnelles au centre d'une défense active de valeurs morales en opposition au modèle dominant (Holloway et al., 2007) et qu'elle étudie alors les relations entre producteurs et consommateurs (Kneafsey et al., 2007 ; Sage, 2003), un faible nombre de travaux s'intéresse à leur rôle à proprement parler dans la construction des pratiques de consommation.
- 4 Pour les organisations qui les promeuvent, les interactions entre producteurs et mangeurs doivent susciter l'intérêt de ces derniers, les amener à prendre conscience de

leur responsabilité et enfin les mobiliser dans une démarche de « consomm'action ». Leurs démarches reposent fondamentalement sur l'information et l'éducation des individus qui acquièrent alors des connaissances sur les effets de leurs pratiques. Dans cette perspective, l'apport de connaissances s'accompagne d'une perte de confiance vis-à-vis du système agroalimentaire dominant, et se traduit par l'engagement dans des initiatives ou modèles alternatifs, correspondant aux valeurs de ces « consomm'acteurs ». Au-delà de leurs difficultés à construire un consommateur « responsable » qui soit suffisamment réflexif et actif (Dubuisson-Quellier, 2011), on peut s'interroger sur le primat qui est ainsi accordé dans l'engagement du consommateur à l'acquisition de connaissances par la relation au producteur. Quelle est l'efficacité de ces stratégies d'éducation ? Dans quelle mesure les interactions directes avec des producteurs participent-elles à la transmission de savoirs naturalistes ou agricoles, et à la construction de pratiques alimentaires alternatives chez des mangeurs ? Nous proposons d'étudier plus précisément des dispositifs centrés sur la mise en relation entre producteurs et mangeurs afin de rendre compte des possibilités d'apprentissage qu'ils contiennent. Nous faisons l'hypothèse que les mangeurs l'investissent plutôt comme le lieu de production de confiance vis-à-vis des pratiques des agriculteurs et de leurs effets sociaux et environnementaux.

- 5 Pour mettre cette hypothèse à l'épreuve, nous nous intéressons à des démarches menées par des organisations environnementalistes et agricoles pour engager les consommateurs dans la protection de la biodiversité. Cet article présente des résultats issus d'un projet de recherche consacré à des démarches territoriales de préservation de la biodiversité par la production de biens alimentaires, piloté par la Ligue de Protection des Oiseaux (LPO) Pays de la Loire. Alors que peu de travaux prennent en compte les démarches engagées autour de la préservation de la biodiversité en agriculture et en alimentation (Miatekela, 2017 ; Sophie, 2017), Maréchal et Spanu (2010) montrent que les interactions avec les mangeurs peuvent encourager les producteurs à adopter des pratiques favorables à l'environnement sous des formes qui dépassent les cadres réglementaires, telles que la préservation de la biodiversité (culture de variétés anciennes, diminution des intrants et allongement des rotations, et *cetera*). Il est donc utile d'étudier symétriquement le rôle des interactions – marchandes ou non – avec les producteurs dans la construction des pratiques alimentaires durables des mangeurs et de leurs représentations de la biodiversité. Les questions qui se posent alors sont celles de la place, pour les mangeurs d'alimentation durable, de la protection de la biodiversité dans leurs pratiques alimentaires ; et celle du rôle joué par le lien producteur – mangeur entre production de connaissances et production de confiance.
- 6 Nous présenterons tout d'abord les dynamiques d'alimentation durable étudiées dans le cadre de cette recherche. Inscrites dans trois configurations territoriales différentes des Pays de la Loire, elles visent à défendre la biodiversité par la mise en relation de mangeurs avec des producteurs engagés autour de cet enjeu. Nous montrerons ensuite que si ces mangeurs présentent des profils socio-économiques assez homogènes, leurs motivations sont variées et la protection de la biodiversité n'y occupe qu'une place anecdotique. Surtout, le lien producteur - mangeur est moins déterminant que les relations sociales et les configurations locales dans lesquelles les individus s'inscrivent ; en outre, il joue plus un rôle de production de confiance que de connaissances dans les trajectoires vers une alimentation durable.

Démarches ligériennes de sensibilisation à la biodiversité via la relation producteur-mangeur

- 7 Des dynamiques spécifiques entre mangeurs et producteurs se sont établies dans la région des Pays de la Loire, soutenues par des organisations environnementalistes et agricoles comme la Ligue de Protection des Oiseaux (LPO), les Groupements d'Agriculteurs Biologiques (GAB), les Associations pour le Développement de l'Emploi Agricole et Rural (ADEAR), ainsi que les lycées agricoles de la région. Ces associations tentent de sensibiliser le grand public aux problématiques liées à l'agriculture en mettant en place des actions de communication et en organisant des sorties sur le terrain, combinant visites d'exploitations⁵ et observations de la flore et faune locales. Elles souhaitent développer ce dialogue entre producteurs et mangeurs dans un but d'éducation à l'environnement et de politisation du mangeur-consommateur. Ce projet général s'inscrit néanmoins dans trois configurations locales, le nord de la Vendée (Marais Breton), les aires urbaines des villes de La Roche-sur-Yon et d'Angers, différentes en termes de biodiversité, de relations aux organisations agricoles et de réseaux de consommation.

Carte 1. Région des Pays de la Loire.



Apostrophe'45

- 8 Le Marais Breton Vendéen se caractérise par une biodiversité exceptionnelle, un milieu professionnel agricole marqué par une opposition forte entre organisations majoritaires et alternatives, ainsi que par la concentration des réseaux d'alimentation durable autour d'un collectif dynamique et militant : le collectif Court-Circuit. Les 45 000 hectares qui composent le marais présentent une richesse faunistique et floristique reconnue et protégée par l'appartenance au réseau Natura 2000. Cela permet notamment aux agriculteurs du territoire de bénéficier des mesures agroenvironnementales (MAE) associées, et de maintenir leur activité sur des espaces inondables. L'assèchement progressif d'une partie des marais a néanmoins favorisé le

développement d'une agriculture plus intensive, et en cela plus conforme aux orientations des organisations agricoles majoritaires au niveau départemental. Cette polarisation conduit la LPO Vendée à se rapprocher d'organisations alternatives et surtout à investir l'espace agricole. L'association affiche en effet une volonté de participer activement au développement d'une agroécologie paysanne et citoyenne, comme en témoigne cette page de son site web : « Notre mission de préservation ne peut plus se cantonner à la préservation d'espaces ciblés : parcs, réserves, sites sensibles ; elle doit élargir son périmètre aux territoires habités ou exploités par l'homme ».⁶ Elle entend ainsi susciter l'intérêt pour le métier de « *paysan protecteur de la biodiversité* » et favoriser l'installation de porteurs de projets allant dans ce sens. Depuis les années 1990, la LPO Vendée a notamment adopté une politique d'achat de terres dans le but d'installer des candidats à une agriculture favorable à la biodiversité⁷. Par ailleurs, ce sont des membres de la LPO qui sont à l'origine du collectif Court-Circuit regroupant environ 400 familles et une trentaine de producteurs. Il concentre quasiment l'ensemble des dynamiques d'alimentation durable sur le Marais Breton Vendéen, et joue un rôle important de diffusion d'informations et d'animation autour de ces thématiques.

- 9 Le territoire yonnais se caractérise par une biodiversité ordinaire et fait l'objet d'une protection moindre⁸. La LPO Vendée organise sur le territoire le même type de visites de fermes qu'en Marais Breton Vendéen, alliant connaissances naturalistes et agricoles. Si l'on retrouve comme dans le reste du département la même opposition entre organisations dominantes et alternatives, les dynamiques d'alimentation durable diffèrent. Les producteurs qui y participent sont plutôt plus âgés que ceux du collectif du Marais, et sont plutôt issus du milieu agricole. Même s'ils se connaissent, le réseau est plus éclaté. Il n'existe pas de structure qui concentre la vente de leurs produits comme c'est le cas dans le Marais. Leurs ventes se font plutôt sur le lieu de production ou bien par le biais d'AMAP ou de magasins de producteurs. On trouve également à proximité de La Roche-sur-Yon deux « Ruche qui dit oui ! »⁹, deux magasins de l'enseigne Biocoop et un autre magasin de produits biologiques ainsi que le magasin en vente directe du Lycée Nature qui produit viandes et légumes biologiques.
- 10 Le territoire angevin présente des caractéristiques contrastées vis-à-vis des deux situations vendéennes. Si sa plus grande partie n'a pas de propriétés remarquables, les basses vallées angevines sont quant à elles de vastes plaines inondables contenant une biodiversité exceptionnelle, et constituent un site Natura 2000. La LPO participe à des démarches de valorisation de la biodiversité aux côtés des agriculteurs et de leurs organisations représentatives ; les relations avec ces dernières sont en effet beaucoup moins conflictuelles en Maine-et-Loire qu'en Vendée. Fait notable, les éleveurs de la zone ont créé une marque commune dont le nom met en exergue le lien entre « l'Éleveur et l'Oiseau » (Billaudeau et Thareau, 2010), afin de valoriser économiquement le rôle d'entretien des prairies inondables joué par l'élevage et l'adoption de ces pratiques respectueuses de l'environnement. Si ces éleveurs participent aux visites à la ferme organisées en collaboration avec la LPO, cette marque est avant tout destinée à être vendue dans des grandes surfaces de l'agglomération. Le territoire angevin foisonne d'initiatives à petite échelle, puisqu'on y dénombre 37 AMAP et des « Paniers bio solidaires » sur le concept des Jardins de Cocagne¹⁰, trois Ruches, une demi-douzaine de magasins de produits biologiques. Le territoire angevin correspond ainsi à ce que Claire Lamine a mis en évidence en termes de dispositifs

hybrides entre « dominants » et « alternatifs » lors de son analyse des transitions des systèmes agri-alimentaires vers le biologique (Lamine, 2012).

- 11 Notre recherche visait à qualifier l'effet des relations directes entre producteurs et mangeurs sur l'acquisition chez ces derniers de connaissances des enjeux liés à l'agriculture. Afin de comprendre l'effet de cette politique particulière d'éducation à la biodiversité, déployée à différents degrés sur trois territoires des Pays de la Loire, nous avons combiné des méthodes qualitatives et quantitatives. Tout d'abord, quatre à cinq entretiens semi-directifs ont été effectués avec des mangeurs participant à des réseaux d'alimentation durable sur chaque territoire, soit quatorze en tout. Ils ont duré d'une demi-heure à une heure et demie, ont été enregistrés et retranscrits, puis ont fait l'objet d'une analyse de contenu thématique. Les enquêtés abordaient leurs pratiques alimentaires, les motivations et l'évolution de celles-ci et leur inscription dans un tissu social de mangeurs et de producteurs. Nous cherchions en outre à expliciter leurs représentations et rapports à la biodiversité. Celle-ci n'était pas évoquée a priori lors des entretiens, afin de voir si et en quels termes les mangeurs en parlaient. En combinaison et suite à cette phase qualitative, un questionnaire en ligne (n = 210) a été diffusé au sein de réseaux identifiés (magasins spécialisés en produits biologiques, magasins de producteurs, AMAP, Ruche, Lycée Nature). Il a été construit sur la même trame que le guide d'entretien utilisé dans la phase qualitative et a été rédigé à partir des modalités de réponses identifiées chez les enquêtés.
- 12 Une des questions invitait à rédiger librement un texte quant à ce que des pratiques agricoles pouvaient protéger en particulier au sein de l'environnement. Les réponses à cette question ont été regroupées en trois catégories : sont considérés comme « sensibles » à la biodiversité les enquêtés qui ont évoqué ce terme, « la faune et la flore », les écosystèmes dans leur ensemble ou encore d'autres synonymes d'une compréhension globale du concept. Par la suite, la 'sensibilité à la biodiversité' correspondra à la conscience du lien entre pratiques agricoles (et donc alimentaires) et biodiversité et donc à la conscience voire à la volonté de protéger cette dernière via ses choix alimentaires. D'autres n'ont évoqué aucune composante de la biodiversité, parlant ainsi de l'eau ou de l'air, par exemple, et sont qualifiés de « non sensibles ». Enfin, d'autres réponses comportaient des éléments de la biodiversité tels que « les arbres », « les insectes », sans exprimer une dimension systémique, et qualifieront par la suite ces individus de « partiellement sensibles ».

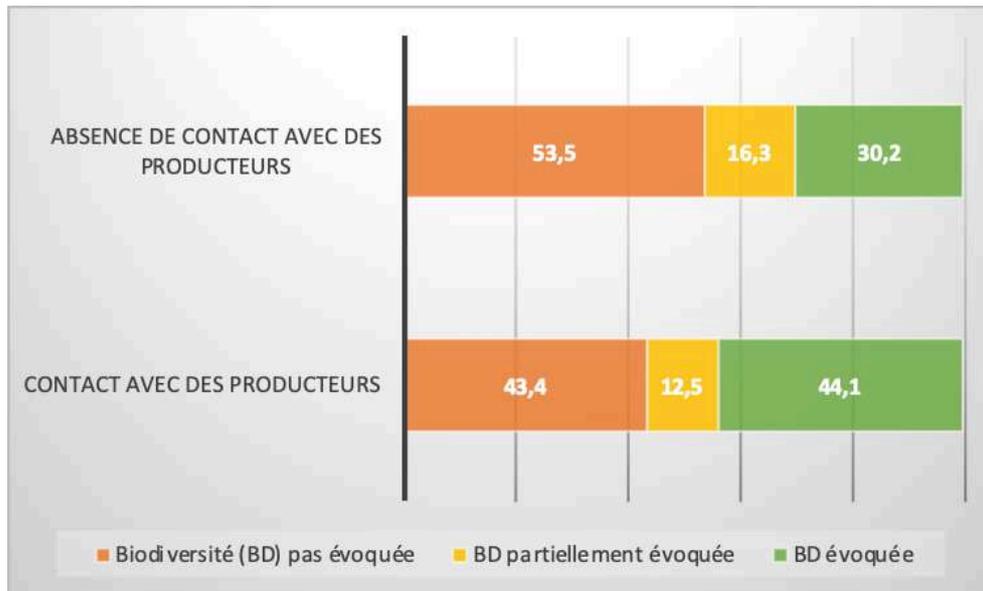
Des motivations diversifiées dans lesquelles la biodiversité est faiblement présente. Quel rôle joue le lien producteur-mangeur ?

- 13 Les répondants sont majoritairement des femmes (72,4 %) à haut capital scolaire (86 % ont fait des études supérieures, et 29,5 % jusqu'à Bac +5 ou plus). On constate une surreprésentation des catégories socio-professionnelles supérieures conformément à ce qu'indique la littérature (Dubuisson-Quellier, 2009 ; Johnston et al., 2011), mais qui s'avère plutôt mesurée (24 % de cadres ou professions intellectuelles supérieures, 15% de professions intermédiaires, 23 % d'employés). Les mangeurs ont conscience de la non-représentativité des mouvements d'alimentation alternative en termes de classes sociales, comme l'expose cette mangeuse du Marais Breton : « Ça s'est démocratisé, mais ça reste pas accessible à tout le monde, quoi qu'on en dise » (entretien, mangeuse,

19 mai 2016, Vendée). La population étudiée se caractérise par une forte appropriation des normes d'écocitoyenneté, qui reposent sur l'impératif de modifier ses pratiques individuelles en conformité avec les messages promus par des campagnes de sensibilisation (Ginsburger, 2020).

- 14 La phase d'entretiens qualitatifs a mis en évidence dans notre étude que les motivations guidant l'alimentation étaient souvent plurielles, les enquêtés mentionnant par exemple divers principes politiques, écologiques ou sanitaires. À l'image de ce que met en évidence C. Lamine concernant les produits biologiques (Lamine, 2008a) et de ce qu'on peut observer dans d'autres segments de la consommation durable (Hamman et al., 2014), le questionnaire illustre cette diversité de motivations et de critères de choix, qui se concrétise dans une diversité de pratiques. Même les personnes se revendiquant de la consommation et attribuant alors une portée politique à leur alimentation (53,3 %) présentent des pratiques alternatives complémentaires de l'alimentation plus conventionnelle, plutôt qu'en rupture complète : près de 45 % déclarent que moins de la moitié de leur alimentation est biologique et 73,8 % des interrogés se fournissent via la grande distribution. En effet, l'offre durable se trouve désormais dans tous les circuits de distribution (Dubuisson-Quellier, 2009) et s'est notamment bien développée dans les Pays de la Loire (Morel-Thareau et al., 2003a ; Morel-Thareau et al., 2003b). L'offre plus diversifiée et moins onéreuse dans les circuits conventionnels amène également les mangeurs à arbitrer entre des produits *plus ou moins* durables, selon les motivations qui guident leur alimentation.
- 15 Le questionnaire invitait alors à indiquer une unique motivation principale, celle qui semblait la plus importante aux yeux des enquêtés. La motivation la plus fréquemment citée témoigne d'attitudes individualistes et pragmatiques dans le pilotage de l'alimentation : pour sa propre santé voire celle de ses proches (46 %). Elle était suivie par des motivations écologiques (33 %). Enfin, bien que l'alimentation durable puisse traduire un réel engagement politique des mangeurs (Dubuisson-Quellier et Lamine, 2004) et que la volonté de sauvegarder une agriculture paysanne soit particulièrement marquée en France comparativement à d'autres pays (Deverre et Lamine, 2010), le soutien aux producteurs est la motivation la moins mise en avant par les enquêtés (21 %).
- 16 Au sein de cette palette de motivations cependant, protéger la biodiversité via son alimentation a relativement peu transpiré, au cours des entretiens d'une part, puis par le questionnaire d'autre part : 45,64 % d'individus ne sont pas « sensibles » à la biodiversité, 13,33 % partiellement, et 41,03 % sont sensibles (dans le sens où ils expriment une représentation globale de la biodiversité et de ses interdépendances avec les pratiques agricoles). Protéger la biodiversité est très rarement une motivation première et principale des adeptes d'une alimentation durable. L'étude de celle-ci – qu'elle soit abordée par l'entrée circuits courts (Chiffolleau et Prévost, 2012 ; Merle et Piotrowski, 2012), plutôt biologique (Lamine, 2008a) ou les deux (Brown et al., 2009) ne met pas en lumière une réelle préoccupation pour la biodiversité. Lorsque l'on relie cette variable au contact avec les producteurs, on constate que le lien producteur-mangeur n'est que peu explicatif de la sensibilité à la biodiversité (figure 1), alors que les associations qui le promeuvent le considèrent comme un facteur important de sensibilisation et de réflexivité des mangeurs.

Figure 1. Proportion de personnes sensibles, non sensibles et partiellement sensibles à la biodiversité en fonction de leur lien avec un ou des producteurs.



- 17 La part d'individus n'évoquant pas la biodiversité n'est pas significativement différente chez les personnes en contact avec des producteurs (43,4 %) et celles qui n'y sont pas (53,5 %) (test du Chi², p-valeur=0,1459). Le lien aux producteurs ne paraît donc pas le seul déterminant des apprentissages qui se font des enjeux liés à l'agriculture et spécifiquement de la biodiversité. Nous avons réalisé une régression logistique pour évaluer l'effet des différentes variables sur la perception de la biodiversité (annexe 1). Cette méthode dite logit ordinal présente l'intérêt de mesurer le poids d'une variable toutes choses étant égales par ailleurs, en isolant ses effets de ceux d'autres variables. Parmi les variables significatives (ayant une *P value* inférieure à 0.1), le niveau et le type de formation de l'enquêté sont celles qui ont le plus d'influence sur la perception de la biodiversité. La possession d'un diplôme supérieur ou égal au niveau master et, dans une moindre mesure, de niveau licence crée des différences importantes vis-à-vis du niveau baccalauréat qui a été défini comme situation de référence. Ce résultat est en cohérence avec d'autres travaux montrant la plus grande appropriation des normes alimentaires par les catégories sociales aisées (Régnier et Masullo 2009). En ce qui concerne les domaines de formation, nous les avons catégorisés en quatre groupes : agriculture, agronomie et vétérinaire ; autres sciences biophysiques ; écologie et environnement ; les autres domaines de formation. En prenant le premier groupe comme référence, on observe un important effet négatif du domaine des autres sciences biophysiques et des autres formations sur la perception de la biodiversité (le domaine de l'écologie et de l'environnement n'est par ailleurs pas significatif). Ainsi, le fait d'avoir suivi une formation en agriculture, agronomie, sciences vétérinaires, écologie ou environnement précise la perception de la biodiversité des enquêtés. Le deuxième ensemble significatif est celui du partage de pratiques alimentaires avec des membres de la famille ou des amis. Si les configurations de fortes continuité ou rupture n'apparaissent pas significatives, des situations associant une forte continuité familiale et un partage de certaines pratiques avec les amis (et inversement, de forte proximité avec des amis et un partage de certaines pratiques avec la famille) ont un impact négatif sur la perception de la biodiversité. L'engagement associatif, les modalités

d'information et la relation aux producteurs ne sont pas significatifs. Ainsi, pour développer une sensibilité à la biodiversité, les interactions producteurs-mangeurs ne sont pas suffisantes – au vu de l'importance de conditions sociales préalables.

- 18 À l'inverse de la biodiversité, l'enjeu climatique, pourtant peu travaillé dans les mondes professionnels agricoles et agroécologiques (Thareau et al., 2014), est souvent mis en avant par des mangeurs qui se révèlent soucieux de réduire leur empreinte carbone en mangeant des produits locaux et en diminuant leur consommation de viande. On peut considérer que la biodiversité est relativement moins sous le feu des projecteurs médiatiques que d'autres problèmes environnementaux, comme l'enjeu climatique inscrit à l'agenda politique depuis plusieurs décennies (Sainteny, 2015). Moins médiatisée, la dynamique de la biodiversité n'est par ailleurs pas reliée à un indicateur aisément appréhendable comme l'est la question climatique à travers celui de la tonne d'équivalent CO₂ pour l'émission de gaz à effet de serre (Bouleau et Deuffic, 2016). Plus de 300 indicateurs sont en effet répertoriés, profusion qui produit une saturation de l'information, des problèmes de hiérarchisation et enfin, des attitudes de répulsion (Levrel, 2007). Les connaissances relatives à la biodiversité apparaissent ainsi comme plus difficilement appropriables.
- 19 Notre enquête identifie en outre des façons différenciées d'appréhender la biodiversité. Lorsqu'ils le font en entretien, les mangeurs évoquent la biodiversité selon deux angles : celui du quotidien, au travers des paysages qui les entourent (les « *variétés d'arbres* » ou encore les oiseaux du marais précédemment évoqués) et celui de l'alimentation, au travers de la diversité des espèces et variétés de légumes dont ils n'avaient pas l'habitude de manger avant de faire partie d'une AMAP.
- 20 Cette diversité fait écho à la diversité des représentations que se font les agriculteurs de ces réseaux alternatifs de la biodiversité. Nous avons identifié par ailleurs (Thareau et al. 2020), sur les mêmes territoires que notre étude, deux grandes catégories de connaissances des liens entre agriculture et biodiversité : les connaissances naturalistes (connaissances en sciences naturelles telles que l'ornithologie ou la botanique) d'une part ; professionnelles (associant agronomie, machinisme et connaissance pratique du système d'exploitation agricole) d'autre part. Les agriculteurs engagés dans une démarche d'agroécologie peuvent être amenés à combiner ces différents types de connaissances selon leurs trajectoires socio-professionnelles. Nous avons distingué quatre types d'agriculteurs en fonction de leur représentation de la biodiversité (protection ou utilisation, sauvage ou domestique) : le « gestionnaire d'espaces naturels », le « paysan dissident », le « néo-paysan », et enfin « l'exploitant agricole qui valorise son environnement ». À travers ses animations, la LPO porte elle aussi une représentation spécifique d'une nature sauvage qu'il faut protéger pour sa valeur intrinsèque et non instrumentale (Maris et al., 2016), se réclamant alors d'une vision non-anthropocentrée et non utilitariste (Salles et al., 2016). Comme le confie ce membre de la LPO et agriculteur qui se présente comme « producteur de biodiversité » : « la biodiversité domestique en soi, elle est importante pour l'humanité [...], mais pour la nature, la biodiversité domestique, elle sert pas à grand-chose » (entretien, producteur, 17 mai 2016, Vendée). Ainsi, ces diverses représentations parmi les agriculteurs pourraient se traduire en des connaissances différenciées chez les mangeurs qui les fréquentent. La polysémie du concept de biodiversité (Aubertin *et al.*, 1998) et la technicité des savoirs écologiques pourraient donc expliquer d'une part la diversité des façons qu'ont les mangeurs d'en parler et, d'autre part, le fait que celle-ci

se trouve généralement éclipsée par d'autres enjeux. Dans le cadre d'une réflexion sur les relations êtres humains-biodiversité, D. Magda et I. Doussan indiquent ainsi que « par la complexité de ses niveaux d'organisation, de ses dynamiques dans l'espace et dans le temps, la biodiversité est un objet de gestion assez insaisissable. Cette complexité a finalement réduit la portée de ce concept » (Magda et Dousan 2018, p.61).

De l'importance des relations sociales et des configurations territoriales. Le lien producteur - mangeur comme outil de connaissance ou de confiance ?

- 21 Pour 16,2 % des mangeurs, leurs pratiques alimentaires ont été héritées dans un cadre familial. Ceux qui déclarent que leurs pratiques alimentaires durables sont en rupture avec celles héritées sont par ailleurs 59,3 % à évoquer le rôle prépondérant de leurs relations sociales et des médias dans leurs sources d'informations à l'origine et nourrissant leurs nouvelles pratiques d'approvisionnement et de cuisine. De même, 56,4 % des mangeurs déclarent en outre considérer leur mode d'alimentation comme composante majeure de leur identité et en parlent autour d'eux (famille, amis, collègues, et *cetera*). De même que le statut d'expert « scientifique » contre « profane » agriculteur se décroïssonne dans les mouvements alternatifs issus de la profession agricole (Demeulanère et Goulet, 2012). Il se profile ici un effacement du statut d'expert de l'agriculteur détenant le savoir agricole, au profit d'un partage horizontal des connaissances au sein d'une palette élargie d'acteurs, notamment les mangeurs. Cela est toutefois à nuancer : les mangeurs se revendiquant d'une transmission active sont majoritairement les plus engagés (en termes d'investissement financier, temporel, moral) envers ces modes d'alimentation et sont les plus informés. Les associations de mangeurs et les foyers deviennent alors des espaces de transmission et d'échanges de pratiques et savoirs alimentaires. Ces pratiques concernent par exemple des méthodes de préparation culinaire, se substituant à l'achat de plats préparés et notamment surgelés. Au fur et à mesure de leur propre processus d'apprentissage, ils « se pose[nt] beaucoup moins de questions » (entretien, mangeuse, 13 mai 2016, Vendée) et ont alors à cœur de faciliter les évolutions alimentaires d'autrui : « Faut pas que ce soit compliqué et là-dessus, je sens que j'ai à transmettre » (entretien, mangeuse, 13 mai 2016, Vendée). Ils s'apparentent alors à des néo-experts qui souhaitent partager leurs savoirs, perçus comme fondamentaux, « par la douceur et par la tolérance et par l'explication » (entretien, mangeuse, 25 mai 2016, Maine-et-Loire).
- 22 L'élargissement de l'analyse multivariée à l'ensemble des critères évalués par le questionnaire montre que la sensibilité à la biodiversité est liée à d'autres caractéristiques et d'autres comportements et nous permet de mieux qualifier les groupes de mangeurs et de mangeuses. Une nouvelle Classification Hiérarchique par Composantes Principales suggère que les individus les plus susceptibles d'évoquer le lien entre pratiques agricoles et biodiversité sont des mangeurs surtout motivés par la préservation de l'environnement qui viennent plutôt du Marais Breton, mangent à majorité des produits biologiques et sont actifs dans une association environnementaliste. Ils ne prennent généralement plus l'avion, considèrent que s'alimenter est un acte politique et se réclament de la simplicité volontaire¹¹. Les

enquêtés non sensibles à la biodiversité ne considèrent pas que l'alimentation ait une portée politique ; ils mangent peu bio (0-25 % de leur alimentation) et s'approvisionnent via la grande distribution et/ou un collectif dont ils ne sont pas des membres actifs. Ils n'échangent pas avec les producteurs agricoles et ne visitent pas leurs exploitations. Enfin, les individus partiellement sensibles à la biodiversité se retrouvent plutôt en Anjou, ils correspondent à une population significativement jeune (moins de 25 ans) qui n'est pas systématiquement en contact avec des producteurs, mais s'est informée via d'autres moyens (comme les médias), a rapidement et radicalement modifié ses habitudes alimentaires suite à l'acquisition de ces nouvelles informations.

- 23 Les différences évoquées sont partiellement territorialisées ; en particulier, les individus présentant une conception globale de la biodiversité se trouvent plutôt dans le Marais Breton. Cela pourrait être le résultat des actions déployées régulièrement par les producteurs depuis plusieurs années dans le territoire en lien avec les organisations environnementales et agricoles. Cette sensibilité relativement plus élevée pourrait également être une cause plutôt qu'un effet de la dynamique spécifique en œuvre sur ce territoire du marais. Le public interrogé dans le marais est en effet majoritairement composé de mangeurs affiliés au collectif Court-Circuit, créé initialement par des naturalistes. Ainsi, des membres de ce groupe formaient un réseau antérieurement aux actions déployées par la LPO, voire en portaient l'initiative et étaient alors initialement plus sensibles. Cela pourrait également être dû au travail que ce collectif effectue en termes de partage d'informations, d'articles par ses lettres hebdomadaires. Enfin, comme en témoigne ce mangeur du territoire (l'un des seuls à avoir spontanément évoqué la biodiversité au cours des entretiens) qui « aime voir les petits oiseaux le matin, les petites avocettes et tout » (entretien, mangeur, 23 mai 2016, Vendée), cette sensibilité singulière pourrait également être due au fait de vivre dans un environnement à la biodiversité exceptionnelle et promue au-delà des réseaux de producteurs et de mangeurs dans le cadre de dispositifs institués (Natura 2000). Cela pourrait expliquer l'efficacité toute relative des stratégies d'éducation à la biodiversité. Si elles sont efficaces auprès d'une partie seulement des interlocuteurs des organisations qui les déploient, elles le sont surtout de manière très localisée.
- 24 Nos résultats montrent également le rôle déterminant des médias dans les trajectoires des mangeurs. L'émergence de pratiques d'alimentation durable, lorsqu'elles ne sont pas héritées, résulte d'après nos entretiens d'une combinaison de deux dimensions principales : d'une part, un manque de confiance envers la qualité sanitaire de la nourriture vendue par les circuits traditionnels, lié aux différents scandales sanitaires des dernières décennies. D'autre part, la prise de conscience des enjeux sociaux, économiques et environnementaux liés à l'alimentation et de leur interdépendance. Les médias ou les relations interpersonnelles peuvent donc de manière égale participer à déclencher ces processus d'évolution des pratiques alimentaires. Ensuite, l'apprentissage des nouveaux savoirs et pratiques se fait au gré des informations reçues auprès de médias, des producteurs ou encore d'autres mangeurs. Elles concernent principalement la provenance de l'alimentation, les façons de cuisiner, ainsi que les impacts sociaux et environnementaux de l'agriculture du territoire.
- 25 Si le lien producteur - mangeur n'est pas suffisant au développement d'intérêt et de connaissances relatifs à la biodiversité, il n'est alors pas non plus nécessaire, au regard des connaissances qui peuvent être acquises par d'autres canaux. Les apprentissages de

ces pratiques alimentaires alternatives et des savoirs écologiques et agricoles sous-jacents ne se font pas seulement depuis des producteurs vers les mangeurs.

- 26 Le matériau recueilli montre que le basculement vers des pratiques d'alimentation plus durables est souvent provoqué par une prise de conscience du lien existant entre l'alimentation et la santé, l'environnement en général ou l'économie agricole, plutôt que par un souci de préservation de la biodiversité en particulier. Cette prise de conscience s'accompagne d'une crise de confiance envers les circuits longs de distribution alimentaire, telle que celle produite par l'ESB dans les années 1990 (Sans et Fontguyon, 1999). La préférence marquée des enquêtés pour les produits dits « frais » et leur cuisine apparaît donc comme une réponse au malaise généré par la dépossession opérée par l'industrie agroalimentaire lorsqu'elle fournit des produits déjà transformés, par opposition à la situation « traditionnelle » où les mangeurs sont acteurs ou du moins, témoins de la vie et de la transformation des aliments (Fischler, 1990). En fonction des mangeurs, cette défiance envers l'industrie agroalimentaire et la grande distribution peut être liée à l'incertitude quant à la composition des produits et la peur de leurs effets sur la santé, résulter de la connaissance factuelle de pratiques trompeuses/fallacieuses ou encore s'inscrire dans un souci de transparence économique et de juste rétribution aux producteurs.
- 27 Toutefois, la crise de confiance touche les labels également. La révision du cahier des charges du label biologique européen effectuée en 2009 dans le but d'harmoniser les normes européennes a notamment accentué ce sentiment d'incertitude au sein des mangeurs enquêtés. Pour beaucoup d'entre eux, le logo AB n'apporte donc pas suffisamment de garanties quant au mode de production et la désillusion peut être grande lors de la prise de conscience de certaines réalités du label. Ils sont également méfiants quant à la possibilité de « se faire avoir » par l'industrie agroalimentaire, qui profiterait de ce marché de niche simplement pour gagner plus d'argent. De fait, les enquêtés n'ont pas la même confiance dans les produits biologiques vendus par la grande distribution que dans ceux vendus par les magasins spécialisés, comme en témoigne ce mangeur qui se rend de moins en moins en supermarché : « Avant c'était bio dans les GMS... On a toujours le doute quoi, même s'il y a AB... [...] il y a mieux chez Biocoop » (entretien, mangeur, 23 mai 2016, Vendée). Face à ces doutes quant aux répercussions sociales et écologiques de leur nourriture, l'une des solutions choisies par les mangeurs est de se rapprocher de producteurs. À leur contact, au cours de leurs approvisionnements alimentaires (voire d'autres activités telles que des visites de fermes), ils leur accordent la confiance qu'ils ont perdue vis-à-vis des labels et autres distributeurs, comme le montrent les données compilées dans le Tableau 2, mais aussi des travaux précédents (Prigent-Simonin et Hérault-Fournier, 2005).

Tableau 2. Confiance accordée par les mangeurs à leurs différentes structures d'approvisionnement alimentaire (n=210).

Vous avez confiance lorsque vous y achetez un produit	Tout à fait d'accord	D'accord	Pas vraiment d'accord	Pas du tout d'accord
GMS	5,8%	36%	46%	12,2%
Magasin bio	52,2%	45,2%	2,6%	0%

Magasin de producteurs	75,9%	24,1%	0%	0%
Collectif, AMAP	87,7%	11%	0,6%	0,6%

- 28 Cela peut être du fait d'échanges à propos des pratiques agricoles qui coïncident avec les attentes des mangeurs et les rassurent. En effet, 82 % des personnes en contact avec des producteurs et les enquêtés par entretiens déclarent en effet échanger à propos de leurs pratiques agricoles : « on a eu la chance d'échanger avec eux, on sait à peu près comment ils travaillent, même s'il n'y a pas un label... on y va ! » (entretien, mangeur, 11 mai 2016, Vendée). Les mangeurs préfèrent donc être informés des réalités de la production. Néanmoins, comme il leur est difficile de vérifier les informations délivrées, ce genre de relations s'inscrit tout de même dans le registre de la confiance. Plus encore, ils ne ressentent pas le besoin d'interroger les pratiques agricoles des producteurs : « J'ai pas été demander plus que ça... La confiance, quoi » (entretien, mangeur, 23 mai 2016, Vendée). Il s'agit d'une confiance interpersonnelle, qui repose sur l'engagement dans un collectif de la personne qui en fait l'objet (Dubuisson-Quellier, 2003). Paradoxalement, elle tend alors à prendre le pas sur la recherche d'informations. En effet, s'informer et faire confiance constituent deux solutions opposées (Teil, 2013) : nous n'avons pas besoin de faire confiance lorsque nous savons, et inversement nous n'avons plus besoin de savoir si nous faisons confiance. Le constat de la faible préoccupation pour la biodiversité et du lien entre agriculture et biodiversité parmi les mangeurs s'inscrit dans cette perspective : la confiance accordée aux producteurs n'incite pas les mangeurs à questionner leurs pratiques et encore moins leurs effets sur la biodiversité. D'abord, parce que comme nous l'avons vu ce n'est pas une de leurs motivations principales ; et ensuite parce que la confiance qu'ils accordent aux producteurs les incline à penser que leurs pratiques ne peuvent être que favorables à la biodiversité. Pour une partie des mangeurs et des mangeuses, si le terme même n'est pas systématiquement employé, la biodiversité se retrouve au sein d'une vision que l'on peut qualifier d'holiste, ou d'écosystémique. En effet, ils évoquent *l'équilibre des écosystèmes, l'harmonie* d'une nature que l'agriculture chimique vient bouleverser. Des pratiques globalement vertueuses seraient ainsi forcément et implicitement respectueuses de la biodiversité.

Conclusion

- 29 Des acteurs de mouvements alternatifs se saisissent du lien entre producteurs et consommateurs comme le cadre de la sensibilisation de ces derniers à une alimentation durable. Ils conçoivent ces interactions comme un moyen de susciter l'intérêt et la réflexivité des mangeurs sur leurs pratiques alimentaires, et ce notamment par la diffusion de connaissances et de compétences. Dans quelle mesure et sous quelles conditions ce projet d'orientation des comportements peut-il se réaliser ? Quelle est la place de l'apprentissage de savoirs dans ces évolutions ?
- 30 Pour apporter des éléments de réponse à ces questions, nous avons plus précisément étudié des dynamiques d'alimentation durable sur trois territoires français : soutenues par des organisations environnementalistes et agricoles, elles reposent sur la mise en relation de consommateurs avec des agriculteurs engagés dans la préservation de la

biodiversité. Les matériaux qualitatifs et quantitatifs recueillis auprès de consommateurs participant à divers réseaux d'alimentation durable nous ont permis de déterminer l'éventail de leurs motivations et des inflexions notables de leurs pratiques alimentaires.

- 31 Malgré les dynamiques observées sur ces territoires, on constate que la biodiversité reste à l'arrière-plan de motivations qui sont par ailleurs assez diverses. En outre, le rôle des interactions avec les producteurs apparaît comme assez limité dans l'ensemble des liens construits par les mangeurs autour de l'alimentation durable. L'efficacité des stratégies de sensibilisation spécifique à la biodiversité, via des visites de fermes, animées conjointement par des naturalistes et des producteurs, est donc relative. Au-delà du lien mangeur - producteur, on constate l'importance des relations sociales et des configurations territoriales. Celles-ci se caractérisent notamment par un décloisonnement des sphères de connaissances : les mangeurs y partagent des connaissances relatives à la provenance de leur alimentation, aux façons de cuisiner, aux bienfaits nutritionnels des aliments, aux enjeux sociaux et environnementaux qui concernent l'agriculture de leur territoire. À travers des réseaux de dialogue territorialisés, les mangeurs élaborent leurs pratiques et leurs visions d'une alternative alimentaire permettant de préserver l'environnement, leur santé et les producteurs. Dans ces dynamiques locales d'apprentissage, les producteurs semblent jouer un rôle secondaire.
- 32 Ces dynamiques font en effet intervenir les producteurs dans un rôle différent de celui pensé par les organisations environnementalistes et agricoles étudiées ici. Si les dispositifs alimentaires alternatifs ne constituent pas premièrement des espaces d'apprentissages entre producteurs et mangeurs, ils peuvent participer à l'établissement d'une connaissance interpersonnelle fondant une relation de confiance. Plutôt que des connaissances, le lien entre agriculteur et mangeur produit avant tout de la confiance, et cette dernière peut constituer une limite à l'apprentissage. Alors que le mangeur engagé vers une alimentation durable sait qu'il ne peut plus faire confiance à ce qu'il définit comme l'industrie agroalimentaire et s'engage alors dans une démarche de recherche personnelle, il peut ensuite se reposer sur la confiance qu'il accorde aux acteurs d'une alimentation alternative pour ne pas tout savoir des effets de celle-ci sur la société et l'environnement.

Remerciements

- 33 Cet article présente des résultats issus du projet de recherche « Préserver la biodiversité et produire des biens alimentaires : analyse des conditions de développement, du fonctionnement et des effets écologiques et socio-économiques des démarches territoriales non institutionnalisées en Pays de la Loire », en réponse à l'appel à projets BEAUTOUR (Biodiversité, Ecosystème, Agriculture, Urbanisme, Territoire : un Outil de travail et d'Union pour la Recherche) de la région Pays de la Loire. Ce projet a été piloté par la LPO Pays de la Loire.

BIBLIOGRAPHIE

- Aubertin, C., Boisvert, V., et Vivien, F.-D., 1998, La construction sociale de la question de la biodiversité, *Nature Sciences Sociétés*, 6(1), pp.7-19
- Bouleau G., Deuffic P., 2016, Qu'y a-t-il de politique dans les indicateurs écologiques?, *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement*, 16 (2), [En ligne] URL : <https://journals.openedition.org/vertigo/17581>
- Burlingame B. A., Dernini S., 2012, *Sustainable diets and biodiversity*, Rapport de l'International Scientific Symposium Biodiversity and Sustainable Diets United against Hunger de la FAO, 2010, Rome, 309 p.
- BILLAUDEAU V., THAREAU B., 2010, « L'éleveur et l'oiseau » : rayonnement d'une démarche agro-environnementale innovante, dans, Boutiller, S., Allemand, S. (éds.), *Economie sociale et solidaire. Nouvelles trajectoires d'innovations*, Paris, L'Harmattan, pp. 155-187
- Brown E., Dury S., et Holdsworth M., 2009, Motivations of consumers that use local, organic fruit and vegetable box schemes in Central England and Southern France, *Appetite*, 53 (2), pp.183-188
- Chessel, M.-E., & Cochoy, F., 2004, Autour de la consommation engagée. Enjeux historiques et politiques, *Sciences de la société*, 62, pp.3-16
- Chiffolleau Y., Prevost B., 2012, Les circuits courts, des innovations sociales pour une alimentation durable dans les territoires, *Noréis. Environnement, aménagement, société*, 224, pp.7-20
- Demeulenère, É., Goulet F., 2012, Du singulier au collectif, *Terrains et travaux*, 1, pp.121-138
- Deverre C., Lamine C., 2010, Les systèmes agroalimentaires alternatifs. Une revue de travaux anglophones en sciences sociales, *Economie rurale*, 3, pp.57-73
- Dubuisson-Quellier S., 2003, Confiance et qualité des produits alimentaires : une approche par la sociologie des relations marchandes, *Sociologie du Travail*, 45 (1), pp.95-111
- Dubuisson-Quellier S., 2009, *La consommation engagée*, Paris, Sciences Po, les Presses, 160p.
- Dubuisson-Quellier S., 2011, Le consommateur responsable, *Sciences de la société*, 82, pp. 105-125
- Dubuisson-Quellier S., Lamine C., 2004, Faire le marché autrement. L'abonnement à un panier de fruits et légumes comme forme d'engagement politique des consommateurs, *Sciences de la Société*, 62, pp.145-168
- Ferrières, M., 2002, *Histoire des peurs alimentaires : Du Moyen Âge à l'aube du XXe siècle*, Paris, Éditions du Seuil, 480p.
- Fischler C., 1990, *L'omnivore : le goût, la cuisine et le corps*, Paris, O. Jacob, 440p.
- Ginsburger, M., 2020, De la norme à la pratique écocitoyenne, *Revue française de sociologie*, 61 (1), pp.43-78
- Hamman, P., C. Frank et M. Mangold, 2014, Les trajectoires de conversion écologique face aux enjeux économiques et sociaux du « logement durable » en France, *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement*, 14 (2), [En ligne] URL : <https://journals.openedition.org/vertigo/15018>

- Holloway, L., M. Kneafsey, L. Venn, R. Cox, E. Dowler, et H. Tuomainen, 2007, Possible food economies: a methodological framework for exploring food production–consumption relationships, *Sociologia Ruralis*, 47 (1), pp.1-19
- Johnston J., Szabo M., et Rodney A., 2011, Good food, good people: Understanding the cultural repertoire of ethical eating, *Journal of Consumer Culture*, 11 (3), pp.293-318
- Kneafsey M., 2007. Reconnecting consumers, food and producers: exploring 'alternative' networks, *End of Award Report to the Economic and Social Research Council, Swindon, UK*.
- Lamine C., 2008a, *Les intermittents du bio : pour une sociologie pragmatique des choix alimentaires émergents*, Paris/Versailles, Quae, 344p.
- Lamine C., 2008b, *Les AMAP : Un nouveau pacte entre producteurs et consommateurs ?* Gap, Y. Michel, 163p.
- Lamine C., 2012, « Changer de système » : une analyse des transitions vers l'agriculture biologique à l'échelle des systèmes agro-alimentaires territoriaux, *Terrains et Travaux*, 20 (1), pp. 139-156
- Lamine C., 2015, Sustainability and resilience in agrifood systems: reconnecting agriculture, food and the environment, *Sociologia Ruralis*, 55 (1), pp.41-61
- Le Velly R., 2006, Le commerce équitable : Des échanges marchands contre et dans le marché, *Revue française de sociologie*, 47(2), pp.319-340
- Levrel, H., 2007. *Biodiversité et développement durable : quels indicateurs ?* Thèse de doctorat, Université de Paris
- Magda, D., Doussan, I., 2018, Quelle(s) éthique(s) pour les relations hommes-biodiversité ? *Natures Sciences Sociétés*, 26(1), pp.60-66
- Maréchal G., Spanu A., 2010, Les circuits courts favorisent-ils l'adoption de pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement ? *Le Courrier de l'environnement de l'INRA*, 59, pp.33-45
- Maris V. V. Devictor, I. Doussan, et A. Béchet, 2016, Les valeurs en question in Levrel H., Maris V., Roche P., et Geijzendorffer I., *Valeurs de la biodiversité et services écosystémiques : Perspectives interdisciplinaires*, Versailles, Quae, pp.21-36.
- Marsden T., 2000, Food matters and the matter of food: towards a new food governance? *Sociologia ruralis*, 40 (1), pp.20-29
- Merle A., Piotrowski M., 2012, Consommer des produits alimentaires locaux : Comment et pourquoi ?, *Décisions marketing*, 67 (37), [En ligne], URL : <http://hal.grenoble-em.com/hal-00607840/document>
- Miatekela J., 2017, Gestion durable de la biodiversité et promotion des agricultures de type écologique en milieu paysan en Martinique, *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement* [En ligne], 17 (3), URL : <https://journals.openedition.org/vertigo/18957>
- Morel-Thareau B., Le Guen R., Schieb-Bienfait N., Lambert A., et Euzen R., 2003, *Diagnostic et perspectives de développement de la filière fruits et légumes biologiques des Pays de la Loire*, rapport Arpent-Bio, INRAE-ESA, 105p.
- Morel-Thareau B., Le Guen R., Lambert A., Schieb-Bienfait N., De Fontguyon G. et Euzen R., 2003, *Diagnostic et perspectives de développement de la filière viande bovine biologique des Pays de la Loire*, rapport Arpent-Bio, INRAE-ESA, 97p.

- Pailleux C., 2016. *Etre et devenir un agriculteur écologue*. Mémoire de recherche, Toulouse, Université Toulouse Jean Jaurès
- Piriou S., 2002. *Institutionnalisation de l'agriculture biologique (1980-2000)*, Thèse de doctorat. ENSA Rennes
- Prigent-Simonin, A.-H., Hérault-Fournier, C., 2005, The role of trust in the perception of the quality of local food products : With particular reference to direct relationships between producer and consumer, *Anthropology of Food*, 4, [En ligne], URL : <https://journals.openedition.org/aof/204>
- Redlingshöfer B., 2006, Vers une alimentation durable ? Ce qu'enseigne la littérature scientifique, *Le courrier de l'environnement de l'INRA*, 53, pp.83-102
- Régnier F., Masullo A., 2009, Obésité, goûts et consommation, *Revue française de sociologie*, Vol. 50(4), pp.747-773
- Sage C., 2003, Social embeddedness and relations of regard: alternative 'good food' networks in south-west Ireland, *Journal of rural studies*, 19 (1), pp.47-60
- Sainteny G., 2015, *Le climat qui cache la forêt : comment la question climatique occulte les problèmes d'environnement*, Ed Rue de l'échiquier, Paris, 272p.
- Salles J.-M., Bras, D., Julliard, R., Montgruel, R., Quétier, F., et Sarrazin, F., 2016, Biodiversité utile versus nature inutile : argumentaire écologique et économique dans Levrel H., Maris V., Roche P., Geijzendorffer I., *Valeurs de la biodiversité et services écosystémiques : Perspectives interdisciplinaires*, Quae, Versailles , pp.55-78
- Sans P., de Fontguyon G., 1999, Choc exogène et évolution des formes organisationnelles hybrides : les effets de la crise dite "de la vache folle" sur la filière viande bovine, *Sciences de la société*, 46, pp.173-90
- Sophie S., 2017, Concilier développement agricole et la préservation des biodiversités, *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement*, [En ligne] 17 (3), URL : <https://journals.openedition.org/vertigo/18973>
- Teil G., 2013, Le label AB, dispositif de promesse ou de jugement ?, *Natures Sciences Sociétés* 21 (2), pp.213-22
- Thureau, B., Pailleux, C., et Anzalone, G., 2020, How broadening social connections changes farmers' conceptions about biodiversity, *Review of Agricultural, Food and Environmental Studies*, pp. 241-259, <https://doi.org/10.1007/s41130-020-00104-0>
- Thureau, B., Fabry, M., et Robin, A., 2014, Lutter contre le changement climatique ou pour son identité professionnelle ? *Vertigo - La revue en sciences de l'environnement*, [En ligne] 14(3), URL : <https://journals.openedition.org/vertigo/15588>

ANNEXES

Annexe 1. Résultats de l'estimation en logit ordonnée

		Model Likelihood	Discrimination	Rank Discrim.			
		Ratio Test	Indexes	Indexes			
obs	210	LR chi2	85.95	R2	0.371	C	0.790
max deriv	1e-12	d.f.	42	g	1.675	Dxy	0.579
		Pr(> chi2)	<0.0001	gr	5.338	gamma	0.579
				gp	0.311	tau-a	0.381
				Brier	0.174		

Coef	S.E.	Wald	Z	Pr(> Z)
y>=1	3.9918	1.26	3.17	0.0015
y>=2	0.7962	1.2292	0.65	0.5172
y>=3	0.0701	1.2242	0.06	0.9543
Variable_123_1=CFIRA	-0.6721	1.0019	-0.67	0.5024
Variable_123_1=FCFPCPA	-1.0172	0.5045	-2.02	0.0438
Variable_123_1=FCPF	-0.2684	0.4694	-0.57	0.5674
Variable_123_1=FPAPCPF	-1.1737	0.4575	-2.57	0.0103
Variable_123_1=RFPA	-0.1273	0.4888	-0.26	0.7946
Eng=ACHP	0.0484	0.4732	0.1	0.9186
Eng=ACLA	-0.1138	0.7921	-0.14	0.8858
Eng=ACLA_APE	0.6706	0.6266	1.07	0.2846
Eng=ACLA_Autres	-0.4411	0.6253	-0.71	0.4805
Eng=APE	-0.0837	0.8354	-0.1	0.9202
Eng=APE_Autres	0.8381	0.773	1.08	0.2782
Eng=Aucune	0.2129	0.4762	0.45	0.6548
Ech=1	-0.0073	0.5184	-0.01	0.9887
Ech=2	-0.1815	0.4969	-0.37	0.7149
Ech=3	0.2914	0.4442	0.66	0.5117
CSP=Artisan_commerçant_chef d'entreprise	-1.0588	1.1052	-0.96	0.3381
CSP=Au chômage ou autre sans activité	1.2063	0.9815	1.23	0.219
CSP=Cadre ou profession intellectuelle supérieures	-1.3438	0.8248	-1.63	0.1033

CSP=Employe	-0.1942	0.8296	-0.23	0.8149
CSP=etudiant	-0.2598	1.1267	-0.23	0.8176
CSP=Profession intermédiaire	-0.8013	0.8685	-0.92	0.3562
CSP=Retraite	-0.0968	0.888	-0.11	0.9132
Domaine=2	-1.8105	0.6174	-2.93	0.0034
Domaine=3	-1.3358	0.6966	-1.92	0.0552
Domaine=4	-0.4895	0.8052	-0.61	0.5433
Region=Bocage	0.5472	0.4901	1.12	0.2642
Region=Marais	1.0999	0.3936	2.79	0.0052
Formation=3	0.7766	0.446	1.74	0.0817
Formation=5	1.4285	0.5425	2.63	0.0085
Formation=6	1.9471	0.9276	2.1	0.0358
V_fermes	-0.1556	0.3729	-0.42	0.6765
evenementsignificatif=Medias	-0.6395	0.5074	-1.26	0.2075
evenementsignificatif=Medias	0.0506	0.4525	0.11	0.9109
evenementsignificatif=Personnes	-0.0231	0.5531	-0.04	0.9666
C_GMS=2	-0.2372	0.5037	-0.47	0.6377
C_GMS=3	-0.4634	0.5704	-0.81	0.4165
C_GMS=4	-0.4294	0.9074	-0.47	0.636
A_naturalistes=1	0.7483	0.3862	1.94	0.0527
Collectif=Oui	0.1767	0.4139	0.43	0.6694
GMS=Oui	0.326	0.5709	0.57	0.568
Marche=Oui	-0.0608	0.3904	-0.16	0.8762
M_produceurs=Oui	-0.1096	0.3984	-0.28	0.7832
Légendes :				
- Domaines: Agri-agro-veto=1/Autres=2/Autres sciences biophysiques=31 et Ecologies-environnement=4				

- Ech: 0=n'échange pas/1= de tout et rien et aussi recette / 2=pratique glé agricole /3=de tout et de rien, recette et pratique			
- Connaissance GMS: 1=pas d'accord/.../4=tout à fait d'accord			
- Engagement	ACHP: Association caritative/humanitaire/politique (ou collectivité locale, syndicat...)		
	ACLA: Association de consommateurs/liée à l'alimentation/agriculture		
	ACLA_APE: Association de consommateurs/liée à l'alimentation/agriculture_Association de protection de l'environnement_		
	ACLA_Autres: Association de consommateurs/liée à l'alimentation/agriculture+Autres		
	APE: Association de protection de l'environnement		
	APE_Autres: Association de protection de l'environnement+Autres		
	Aucune		
Dont Aucune considéré comme groupe de référence car plus nombreux			
- Variable_123_1	CFIRA: continuité familiale et isolement par rapport aux amis		
	FCPF: forte communauté de pratiques amis et famille		
	FCFPCPA: forte continuité familiale et partage de certaines pratiques amis		
	FPAPCPF: forte proximité amis et partage de certaines pratiques avec famille		
	PCPAF: partage de certaines pratiques amis et famille		
	RFPA: rupture familiale et proximité amis		

Dont PCPAF (partage de certaines pratiques amis et famille) considéré comme groupe de référence car plus nombreux

- Eng : engagement
- Ech : échange
- V-fermes : visite ferme
- C_GMS : Confiance GMS

NOTES

1. Par exemple, ici, l'association québécoise 'Manger Santé Bio' qui promeut depuis 1985 une « alimentation saine ».
2. Les *Associations pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne* proposent des contrats (bi)annuels entre producteurs et mangeurs par lesquels les uns et les autres s'engagent respectivement à produire et à consommer des produits frais et fermiers de manière régulière.
3. Un régime végétarien exclut la consommation de chair animale tandis qu'un végétalien exclut de plus celle de tout produit animal (produits laitiers, œufs, miel).
4. Nous utilisons ce terme pour rendre compte des significations attribuées par les « mangeurs » à leurs choix dans une perspective compréhensive (Lamine, 2008).
5. Pour plus d'informations sur les producteurs, voir (Thareau *et al*, 2020).
6. Plus d'informations sur le site internet [en ligne] URL : <http://vendee.lpo.fr/nos-actions/agriculture-biodiversite/>
7. L'association mobilise des financements publics (par exemple de l'Agence de l'eau Loire Bretagne), des fonds issus de mesures compensatoires à l'installation de parcs éolien dans le département, et de l'épargne ou des dons de particuliers (Pailleux, 2016).
8. L'ouest de la Roche-sur-Yon est néanmoins reconnu comme Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF).
9. Une Ruche est une antenne locale d'une société commerciale créée en 2011 qui propose (généralement de manière hebdomadaire) des produits locaux via la mise en relation de producteurs et de consommateurs sur une plateforme en ligne.
10. Maraîchage biologique utilisé en tant que support pédagogique et de remobilisation pour des personnes éloignées de l'emploi. Plus d'informations sur le site internet [en ligne] URL : <http://www.reseaucocagne.asso.fr/missions-jardin-de-cocagne/>
11. Encore appelée « sobriété heureuse » et portée à l'heure actuelle en France par des personnalités telles que Pierre Rabhi, la simplicité volontaire désigne un mode de vie où la consommation est volontairement réduite.

RÉSUMÉS

Cet article analyse des démarches mises en œuvre en Pays de la Loire par des associations environnementalistes et agricoles promouvant une alimentation durable. Elles reposent sur la mise en relation entre producteurs agricoles et mangeurs, avec l'idée que la création de ce lien favorise la réflexivité de ces derniers sur leurs pratiques quotidiennes. Nous questionnons la portée de ces démarches et de l'apprentissage qui peut en naître. Nous étudions ici l'importance de la protection de la biodiversité pour des individus adeptes d'une « alimentation durable » ainsi que le rôle de leurs interactions avec des producteurs engagés autour de cet enjeu. Des entretiens qualitatifs (n=14) et un questionnaire (n=210) mettent en évidence que la préservation de la biodiversité est rarement l'une des motivations d'une alimentation durable, y compris pour les mangeurs en relation avec des agriculteurs protecteurs de la biodiversité. Plutôt que des connaissances sur les pratiques agricoles et leurs effets sociaux et environnementaux, le lien entre ces deux catégories d'acteurs produit avant tout de la confiance de la part du mangeur envers le producteur. Cette confiance peut en retour constituer une limite à l'apprentissage.

Some stakeholders belonging to the civil society campaign for an alternative agroecological model that would involve citizens as well as farmers rather than institutions, and that would be highly beneficial for biodiversity. We tackle the significance that biodiversity preservation holds for individuals that adopt sustainable diets, as well as the part played by their interactions with producers committed to this matter in the development of such sensitivity. Through fourteen qualitative interviews and an online survey (n=210), we show that biodiversity preservation is very rarely a primary motivation for people to eat sustainably indeed and that interactions between them and biodiversity-protectors, in cases of awareness-raising strategies from associations, are neither necessary nor sufficient for such sensitivity to develop.

INDEX

Mots-clés : alimentation durable, sensibilité à la biodiversité, stratégies de conscientisation, interactions producteurs-mangeurs, alternatives citoyennes

Keywords : sustainable diets, sensitivity to biodiversity, awareness-raising strategies, interactions between producers and consumers, civic alternatives

AUTEURS

CLAIRE BERNARDIN

Ingénieure agronome, Laboratoire de Recherche en Sciences Sociales (LARESS) de l'ESA d'Angers - mémoire de Master 2 « Agroécologie, Sociétés, Territoires » co-habilité par AgroParisTech et le Muséum national d'histoire naturelle, courriel : claire.bernardin@lilo.org

GUILHEM ANZALONE

Enseignant-chercheur en sociologie au Laboratoire de Recherche en Sciences Sociales (LARESS) de l'ESA d'Angers, courriel: g.anzalone@groupe-esa.com

GIFFONA JUSTINIA HANITRAVELO

Docteur en économie, Laboratoire de Recherche en Sciences Sociales (LARESS) de l'ESA d'Angers, courriel : giffona@gmail.com

BERTILLE THAREAU

Enseignante-chercheuse en sociologie au Laboratoire de Recherche en Sciences Sociales (LARESS) de l'ESA d'Angers, courriel : b.thareau@groupe-esa.com